



**Mercredi, 3 novembre 1954,
 à 15 h. 30**

New-York

SOMMAIRE

Point 51 de l'ordre du jour :	Page
Question de la définition de l'agression : rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (<i>suite</i>)	91

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
 (Cuba).

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la définition de l'agression : rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (A/2638, A/2689 et Add.1, A/C.6/L.332/Rev.1, A/C.6/L.334/Rev.1,) [*suite*]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. M. LOUTFI (Egypte) rappelle qu'au cours des patientes études que les divers organes des Nations Unies ont faites sur la question de l'agression, la délégation égyptienne a toujours soutenu qu'il était possible de définir l'agression. A la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, elle avait proposé que cette définition figurât dans la Charte des Nations Unies. Malheureusement, cette proposition n'a pas été adoptée et l'on a décidé de laisser au Conseil de sécurité le soin de déterminer ce qui constitue une menace à la paix, une atteinte à la paix ou un acte d'agression. M. Loutfi est heureux de voir que la majorité des délégations admettent maintenant qu'une définition est en fait possible.

2. Le représentant du Royaume-Uni, qui a reconnu qu'une définition était possible dans le cadre de pactes régionaux, a mis l'accent sur certaines difficultés qui rendent improbable l'élaboration d'une définition que l'Assemblée générale puisse accepter (406^{ème} séance). En premier lieu, il a souligné la difficulté qu'il y a à faire figurer la notion de subversion dans la définition. La délégation de l'Egypte reconnaît qu'une définition qui contiendrait une mention précise de cette forme d'agression pourrait être dangereusement large. En second lieu, le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il serait également difficile, dans une définition, de prévoir la menace du recours à la force. A cet égard, il faut distinguer entre l'emploi effectif de la force et la menace d'y avoir recours; la mention de la menace semble superflue. C'est pourquoi les deux objections soulevées par le représentant du Royaume-Uni ne paraissent pas constituer un obstacle sérieux à une définition de l'agression.

3. Le représentant des Etats-Unis a proposé d'attendre pour définir l'agression que les négociations sur le désarmement aient pris fin (404^{ème} séance). La raison pour laquelle il a formulé cette proposition est que le terme "agression" figure dans le memorandum relatif

à l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires que le Royaume-Uni et la France ont présenté au Sous-Comité de la Commission du désarmement en juin 1954 (DC/53, annexe 9). De l'avis de la délégation égyptienne, c'est là précisément une bonne raison pour qu'on adopte rapidement une définition de l'agression, qui faciliterait les négociations sur le désarmement.

4. En revanche, le représentant de la Belgique a informé la Commission que sa délégation avait modifié son attitude, et qu'afin de tenir compte du vœu évident de la majorité, elle était maintenant favorable à l'adoption d'une définition.

5. De l'avis de la délégation de l'Egypte, bien que l'Assemblée générale ait confirmé par sa résolution 688 (VII) qu'une définition était possible et souhaitable, une définition ne serait vraiment utile que si elle était approuvée par une importante majorité des Etats Membres et notamment, si possible, par les membres permanents du Conseil de sécurité.

6. Quant à la forme à donner à la définition, la plupart des délégations semblent en faveur d'une définition mixte, c'est-à-dire en faveur d'un texte dans lequel la définition de l'agression serait formulée en termes généraux et serait suivie d'une énumération d'actes qualifiés "agression", sans que cette énumération soit limitative. Le Gouvernement égyptien a eu l'occasion de faire connaître au Secrétaire général qu'il était partisan d'une définition mixte (A/2162 et Add.1, sect. 5), et la délégation égyptienne a appuyé cette forme de définition aux sixième et septième sessions de l'Assemblée générale.

7. Le second problème que pose l'élaboration d'une définition consiste à déterminer les actes que doit mentionner la définition. Sur cette question également, la délégation de l'Egypte a fait connaître son point de vue lors de la sixième session de l'Assemblée générale. Le problème de l'agression indirecte n'a pas été examiné à la Conférence de San-Francisco et, aux termes de la Charte, seule une attaque armée est une agression. Toute tentative en vue d'élargir la notion d'agression amènerait la Commission à s'écarter du texte de la Charte. La Commission a pour tâche de définir l'agression dans le cadre de la Charte, et la délégation égyptienne partage l'opinion de la délégation française, qui estime que si l'on interprète correctement l'Article 39 de la Charte, il est impossible de faire figurer dans une définition les actes d'agression indirecte, économique ou idéologique.

8. Pour ces raisons, la délégation égyptienne est en faveur d'une définition mixte, qui est à la fois possible et utile pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cette définition de l'agression proprement dite, qui s'en tiendrait strictement aux termes de la Charte, énoncerait des directives précises que les organes internationaux pourraient suivre. Elle constituerait simplement une recommandation de l'Assemblée générale et, théoriquement au moins, ne lierait pas

le Conseil de sécurité. Elle aurait néanmoins une autorité morale considérable, à condition toutefois qu'elle représente l'opinion de la grande majorité des Etats Membres.

9. La délégation de l'Egypte est prête à coopérer avec les autres délégations pour élaborer une définition qui puisse être généralement acceptée, car elle estime qu'il serait possible, avec un peu de bonne volonté, de concilier les différentes propositions qui ont déjà été présentées.

10. M. Loutfi réserve le droit de sa délégation d'intervenir de nouveau par la suite dans la discussion des diverses propositions.

11. M. TRUJILLO (Equateur) déclare que si l'on considère l'histoire du droit, on constate que deux notions distinctes se sont fait jour: tandis que les juristes anglo-saxons ont toujours soutenu que les règles ne doivent être formulées que progressivement, en tenant compte de l'évolution des circonstances, les juristes formés à l'école du droit romain ont professé que c'est la règle qui doit servir de point de départ. Les premiers estiment encore qu'une codification est en grande partie inutile, tandis que les seconds la jugent absolument nécessaire. Le débat sur la définition de l'agression a donné un nouvel exemple de ces deux attitudes différentes, qui, au stade actuel de l'évolution du droit, sont très difficiles à concilier.

12. D'autre part, on rencontre toujours des difficultés lorsqu'on se propose de mettre en pratique une théorie juridique. Les travaux de la Commission du droit international ont montré quelle tâche immense est la codification du droit international. Des formules qui font autorité et qui ont été élaborées par des juristes éminents sont souvent presque impossibles à combiner. Le problème est infiniment plus complexe en droit international qu'en droit interne, parce que ceux qui essayent de codifier le droit international ne bénéficient pas du concours d'une autorité supérieure qui puisse diriger leurs efforts, et doivent tenir compte d'intérêts très divers.

13. La délégation de l'Equateur, qui a toujours adopté une attitude éclectique, estime qu'une définition de l'agression est à la fois possible et souhaitable. Cependant, depuis que l'Assemblée générale a adopté sa résolution 688 (VII), un certain nombre d'Etats Membres ont exprimé des opinions extrêmement divergentes. A l'un des extrêmes, on trouve l'Union soviétique, dont le projet de résolution (A/C.6/L.332/Rev.1) contient une énumération détaillée des divers actes d'agression et des excuses qui ne peuvent pas être invoquées pour justifier ces actes. A l'opposé, le Royaume-Uni se montre hostile à toute définition, quelle qu'en soit la forme. La plupart des délégations sont en faveur d'une solution intermédiaire, c'est-à-dire d'une définition mixte. Le problème est encore compliqué par le fait que certaines délégations veulent faire figurer dans la définition des formes d'agression autres que l'agression armée.

14. Malgré ces difficultés, il faut persister à rechercher une définition. Il est dit dans le préambule de la Charte, qui a la même force obligatoire que le reste du texte, que les Nations Unies sont résolues à garantir qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun. Il appartient à la Commission de déterminer les principes et d'établir les règles qui permettront d'atteindre l'objectif souhaité. L'argument selon lequel il n'est pas possible d'adopter une défini-

tion avant que la Charte ait été révisée n'est pas défendable. Un examen du préambule, du paragraphe 1 de l'Article 1, du paragraphe 3 de l'Article 2 et de l'Article 39 montre que la Charte fournit seulement une base sur laquelle les organes des Nations Unies doivent édifier une structure juridique toujours plus complexe. L'Article 39 donne expressément au Conseil de sécurité le pouvoir de déterminer ce qui constitue un acte d'agression. Le seul but d'une définition est de guider le Conseil de sécurité dans sa tâche. Il n'est pas question d'adopter une définition qui serait limitative, impérative ou définitive.

15. Lorsqu'on interprète des textes juridiques, il faut donner aux mots leur sens usuel, sauf si un autre sens leur a été expressément attribué. Le terme "agression" est si vaste qu'il peut créer des confusions. Une définition fournirait tout au moins une indication provisoire sur le sens qu'il faut lui attribuer. Les auteurs de la Charte n'ont pas donné de définition parce qu'ils se sont rendu compte qu'il serait difficile d'amender la Charte, et que la notion d'agression était une notion en évolution constante. Une certaine latitude a donc été laissée au Conseil de sécurité pour l'interprétation de ce terme. Cependant, la plupart des Etats sont, depuis, parvenus à la conclusion qu'une définition est nécessaire. Lorsque le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale prennent une décision, ils doivent, selon le processus judiciaire normal, appliquer une règle à un ensemble de faits, en fonction de leur appréciation de ces faits. Dans le cas présent, ils ont besoin d'une aide pour déterminer la portée exacte de la règle à appliquer.

16. L'agression n'est pas plus difficile à définir que toute autre notion juridique ou scientifique complexe. Mais il faut se rappeler que la Commission étudie l'agression, et rien de plus. La gradation que l'on relève à l'Article 39 montre que les auteurs de la Charte n'ont envisagé que trois causes possibles de conflit international. Parler d'agression économique, indirecte ou idéologique, revient à élargir à tel point la signification du terme "agression" qu'il perd en fait toute signification.

17. Des progrès importants ont été faits depuis que l'Organisation des Nations Unies a abordé l'étude de cette question. Le rapport du Comité spécial (A/2638), à la fois condensé et clair, apporte de nombreuses preuves de ces progrès. Parmi les propositions dont la Sixième Commission est saisie, le projet de résolution du Paraguay (A/C.6/L.334/Rev.1) représente une précieuse contribution. Malheureusement, bien que ce projet soit inattaquable quant au fond, il tend à fausser la signification véritable de l'Article 39 de la Charte en ne donnant pas aux organes compétents la liberté d'action nécessaire. Le projet de résolution de l'URSS (A/C.6/L.332/Rev.1) aborde le problème différemment et tente de donner une définition analytique et énumérative. Pour les raisons qui ont déjà été données, la délégation de l'Equateur ne peut pas accepter que l'agression indirecte, l'agression économique ou l'agression idéologique soient visées dans la définition car, normalement, elles constituent seulement des menaces contre la paix. Toutefois le document présenté par l'Union soviétique représente lui aussi une précieuse contribution. C'est la proposition du Panama (406ème séance, par. 8) qui semble être la plus satisfaisante. Le ton n'en est pas impératif; le texte revêt la forme d'une explication. Le projet mentionne également le droit de légitime défense, qui n'a pas besoin

d'être défini parce que sa signification aussi bien en droit civil qu'en droit pénal est incontestable. Le projet présenté par le Panama a donc l'avantage d'être une définition mixte, de contenir une disposition générale qui n'est pas incompatible avec l'Article 39 de la Charte, de fournir un guide au Conseil de sécurité et de laisser cependant le Conseil libre de se prononcer en fonction des circonstances particulières à chaque cas. En l'absence d'un texte meilleur ou d'une proposition tendant à améliorer le texte panaméen, la délégation de l'Equateur appuiera ce dernier.

18. A la séance précédente, le représentant du Venezuela a dit que l'Organisation des Etats américains a pu adopter une définition parce que le problème est plus aisé à résoudre pour une organisation régionale que pour une organisation universelle. Le représentant du Royaume-Uni avait déjà fait la même observation, mais on voit mal pourquoi le nombre des membres qui composent l'organe législatif devrait exercer une influence sur la portée du concept. L'opinion mondiale n'est peut-être pas encore prête à tenir compte de tous les éléments de l'agression, mais il est cependant possible d'élaborer une définition que l'Assemblée générale puisse accepter. En fait, il est souvent arrivé que des différends de caractère régional aboutissent à des conflits plus rapidement que des litiges qui intéressaient les Etats du monde entier. Si l'Organisation des Etats américains a pu adopter une définition, c'est en réalité parce que les conflits d'intérêts sont bien moins nombreux en Amérique. Si les délégations pouvaient renoncer à ne tenir compte que de considérations purement subjectives et si elles arrivaient à réduire le nombre des points sur lesquels elles sont en désaccord, l'Organisation des Nations Unies pourrait elle aussi parvenir à une définition.

19. Il ne faut pas oublier que même si l'on élaborait à l'intention du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale une définition de caractère général destinée à leur servir de guide, il resterait encore à inclure dans le code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité des dispositions précises et impératives. Les décisions que le Conseil de sécurité prend en application de l'Article 39 de la Charte concernent les Etats, alors que le code doit être applicable aux individus. Les peines seront loin d'être semblables dans les deux cas; quoique les deux sujets soient étroitement liés, ils appartiennent à des catégories bien distinctes. L'adoption de la définition à insérer dans le code serait bien plus aisée parce que les intérêts nationaux ne s'opposeraient pas autant. Les débats de la Commission seront peut-être extrêmement précieux lorsqu'il s'agira d'étudier cette deuxième définition.

20. Pour toutes ces raisons, même si la Commission ne parvient pas à adopter une définition aux fins d'application de la Charte, ses efforts n'auront pas été vains. Les mesures hâtives sont à déconseiller. Lorsqu'elle envisage le facteur temps, la Commission doit se rappeler que la vie d'un être humain ne représente qu'un moment fugitif dans l'histoire du monde. Si l'on estime que le temps n'est pas encore venu de définir l'agression, il vaut mieux attendre un moment plus favorable.

21. M. OLAVARRIA GABLER (Chili) déclare que les travaux du Comité spécial, qui ont permis d'éclaircir un certain nombre de points intéressant la notion d'agression, constituent une phase nouvelle des travaux tendant à définir l'agression. Le rapport du Comité

spécial (A/2638) et les propositions qui y sont jointes en annexe montrent que l'opportunité et la nécessité de définir l'agression sont admises. Quelle que soit la définition adoptée, elle ne sera pas parfaite, étant donné les nombreux compromis nécessaires pour la rendre acceptable pour tous les Etats. Cependant, en raison même de ces compromis, la définition pourra être appliquée dans la pratique. Etant donné que certains orateurs, malgré la résolution 688 (VII) de l'Assemblée générale, sont revenus sur la question de savoir s'il est possible et souhaitable de définir l'agression, M. Olavarría Gabler tient à préciser que le Gouvernement chilien est absolument persuadé qu'une définition tenant compte des notions actuelles du droit international — notamment de celles que l'on trouve exprimées dans les traités internationaux — et des exigences de la paix et de la sécurité internationales est nécessaire et souhaitable.

22. La Charte des Nations Unies ne contient aucune définition de l'agression, d'abord parce qu'elle est avant tout un instrument politique, et ensuite parce que ses auteurs se sont préoccupés davantage de questions d'organisation que de définitions de notions abstraites, et s'en sont remis au Conseil de sécurité pour déterminer l'agression dans chaque cas d'espèce. S'ils avaient pu prévoir le cours des événements, ils auraient certainement adopté une définition. Toute revision ou amélioration de la Charte doit comprendre une définition de l'agression, d'autant plus que l'on peut trouver dans le droit et les usages internationaux les éléments nécessaires à cette fin.

23. Comme elle l'a déjà expliqué à la septième session, la délégation du Chili préfère une définition mixte composée d'une déclaration générale suivie d'une liste d'exemples non limitative. Une agression, où qu'elle se produise, reste une agression, et M. Olavarría Gabler espère que la définition que l'Assemblée générale adoptera sera compatible avec celle que sa qualité de membre de l'Organisation des Etats américains impose au Chili. D'autre part, les principes reconnus du droit international et les dispositions de la Charte exigent que la définition vise les actes qui impliquent l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des Etats, mais des notions telles que l'agression indirecte ou l'agression idéologique ne sont pas encore assez précises pour que l'on puisse aisément accepter de leur faire place dans une définition. Il n'est pas nécessaire de mentionner l'intention qui est à l'origine de l'acte envisagé, car l'organe international compétent pourra la déterminer. Il faut également prévoir une exception pour le cas de la légitime défense individuelle ou collective, qui constitue un droit naturel qui ne peut être limité par une décision internationale.

24. La communauté internationale en est enfin à un stade où la Charte des Nations Unies lui permet de punir les auteurs de ruptures de la paix, et l'Assemblée générale doit adopter une formule qui permettra aux organes intéressés de s'acquitter de leurs fonctions rapidement et de façon satisfaisante. Les décisions que prendront ces organes ne doivent donner lieu à aucune controverse, et la définition doit établir nettement que toute mesure prise contre un agresseur au nom de la communauté internationale est juste et nécessaire.

25. Enfin, pour ce qui est des répercussions que l'existence d'une définition pourrait avoir sur les pouvoirs des organes des Nations Unies, la délégation du Chili estime qu'une définition adoptée par l'Assemblée générale n'aurait qu'une valeur de recommandation,

mais que son autorité morale serait très grande. La Sixième Commission doit entreprendre immédiatement d'élaborer une définition et, si elle constate qu'elle n'est pas en mesure de le faire, elle doit au moins reconnaître franchement qu'elle a échoué.

26. La délégation du Chili se réserve le droit d'intervenir de nouveau à propos des projets de résolution dont la Commission est saisie.

27. Mlle SOUTER (Nouvelle-Zélande) estime que les débats qui ont eu lieu au cours de la sixième session montrent, malgré ce que prétendent certains représentants, qu'il n'était pas établi que l'Assemblée générale, dans sa résolution 599 (VI), ait décidé de façon définitive qu'il était possible et souhaitable de définir l'agression. Cependant, abstraction faite de la manière dont l'affirmation contenue dans cette résolution doit être interprétée, le moment est venu de rechercher si les événements ultérieurs ont confirmé son exactitude. Les débats de la Sixième Commission et des autres organes qui se sont occupés de la question montrent que, si l'accord est assez général sur le principe de la définition, il existe des divergences de vues pour ce qui est de la forme qu'il convient de lui donner.

28. Bien que la définition des termes de droit ne soit pas toujours considérée comme indispensable dans le système juridique néo-zélandais, Mlle Souter comprend que certains représentants souhaitent définir une notion qui met en jeu certains droits précis que reconnaît la Charte des Nations Unies et certaines obligations particulières qu'elle impose. D'un autre côté, si l'on adopte une définition de l'agression, il n'y a aucune raison de ne pas définir également la menace contre la paix et la rupture de la paix, que l'Article 39 de la Charte mentionne en même temps que l'agression. Comme l'ont signalé divers orateurs, la définition ne serait pas un amendement de la Charte et ne saurait en aucune façon restreindre les pouvoirs du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale. De plus, la définition ne permettrait pas de préciser davantage ce qu'est le droit de légitime défense mentionné dans l'Article 51 de la Charte. Une définition de l'agression ne fournirait pas nécessairement des précisions sur le sens des mots "agression armée" utilisés dans cet article, ni sur les circonstances dans lesquelles cet article peut être invoqué. Si l'on convenait que la définition ne constituerait pas une interprétation obligatoire de la Charte, cela permettrait de surmonter la difficulté qui résulte du fait que l'on n'est pas d'accord sur ce que doit contenir la définition et, surtout, cela éliminerait l'argument en faveur d'une définition sur lequel on a le plus insisté. Si le terme "agression" devait être employé dans une convention internationale autre que la Charte, les parties à la convention pourraient le définir en tenant compte plus particulièrement des obligations qu'elles assumeraient.

29. Diverses raisons ont été invoquées en faveur de l'adoption d'une définition générale indépendante des obligations contractuelles particulières. En toute bonne foi, la délégation de la Nouvelle-Zélande est très sceptique sur la possibilité de trouver une définition pouvant satisfaire tous les espoirs de ses partisans. Il ne devrait pas être trop difficile pour les organes compétents de décider s'il y a eu agression, à condition qu'ils puissent examiner comme il convient toutes les circonstances de l'affaire. Ainsi que l'a fait observer le représentant de la Norvège (413ème séance), la difficulté consiste à déterminer quels actes se sont produits.

30. On a admis qu'il fallait adopter une définition pouvant faire l'objet d'une acceptation générale. Mlle Souter ne pense pas qu'il soit possible de parvenir à une telle définition étant donné le désaccord qui persiste quant aux dangers à éviter et aux éléments à y inclure. Même si une définition bénéficiait de l'appui de l'Assemblée générale, elle ne devrait être adoptée que si les grandes puissances, notamment celles à qui incombe la responsabilité principale du maintien de la paix internationale, sont en mesure de l'accepter également. Si l'on ne pouvait pas élaborer un texte qui remplisse ces conditions, l'Assemblée générale devrait le reconnaître franchement et, pour l'instant tout au moins, renoncer à définir l'agression.

31. Bien qu'elle estime qu'en raison des difficultés auxquelles on se heurte il n'est pas possible de trouver une définition satisfaisante, et que, même si l'on y parvenait, cette définition ne servirait pas la cause de la paix autant que certains le prétendent, la délégation de la Nouvelle-Zélande est disposée à étudier tout texte qui bénéficierait d'un appui général. Toutefois, elle ne saurait accepter une définition énumérative, même si celle-ci s'efforçait de sauvegarder le droit du Conseil de sécurité d'y ajouter de nouvelles catégories d'actes d'agression.

32. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, maintenant que la discussion générale touche à sa fin, il est possible d'apprécier l'importance des progrès réalisés par la Commission dans la voie de l'adoption d'une définition satisfaisante de l'agression. Le représentant de l'URSS note avec satisfaction que, grâce à la discussion à laquelle ont déjà pris part les deux tiers au moins des membres de la Commission, un certain nombre de délégations ont modifié leur attitude initiale et se sont associées à la majorité favorable à l'adoption d'une définition de l'agression par l'Assemblée générale.

33. Le représentant du Royaume-Uni lui-même, qui envisage l'entreprise avec pessimisme, a indirectement reconnu qu'il est possible d'adopter une définition, en faisant observer, à très juste titre d'ailleurs, lors d'une séance récente, que la menace d'agression ne devait pas figurer dans cette définition. M. Morozov ne saurait toutefois partager l'opinion du représentant du Royaume-Uni selon laquelle la Commission poursuivrait une discussion purement théorique qui ne peut aboutir à aucun résultat pratique. Au contraire, la Commission s'efforce de résoudre un problème d'une immense importance pratique pour des millions d'êtres humains dans le monde entier, puisqu'une définition de l'agression qui enlèverait à l'agresseur la possibilité d'échapper à la condamnation internationale contribuerait grandement à renforcer la paix. La Commission doit poursuivre sa tâche patiemment, sans hâte, mais sans atermoiements injustifiés, certaine que le temps consacré à ces travaux ne sera pas du temps perdu.

34. Un si grand nombre de délégations se sont élevées, avec des arguments convaincants, contre l'allégation du représentant des Etats-Unis, qui a déclaré la tâche impossible, que la délégation de l'URSS n'a pas besoin d'examiner cette thèse dans le détail. Cependant, l'affirmation selon laquelle il faudrait attendre, pour codifier le sujet dont il s'agit, qu'une expérience pratique suffisante ait été acquise demande une réponse. Aux termes de l'Article 13 de la Charte, l'Assemblée générale a le devoir d'encourager la codification du droit internatio-

nal; d'autre part, les nations qui ont connu deux guerres mondiales savent parfaitement ce qu'est l'agression. Comme la majorité des Etats Membres en sont venus à le comprendre, la solution ne consiste pas à éluder le problème, mais à chercher à surmonter les obstacles qui s'élèvent encore sur la voie de la définition.

35. Le fait que ces Etats s'en soient rendu compte constitue en lui-même un progrès notable. L'avenir seul montrera dans quelle mesure la Commission aura réussi à s'acquitter de la tâche certainement ardue d'élaborer une définition qui ne contienne aucune lacune et qui enlève à l'agresseur toute possibilité de justifier son action sous un prétexte quelconque.

36. La discussion a permis de parvenir à un accord sur d'autres points d'importance. Par exemple, la plupart des délégations estiment que l'agression armée constitue la forme d'agression la plus dangereuse. Comme le montre le projet de résolution qu'elle a présenté (A/C.6/L.332/Rev.1), la délégation de l'URSS partage cette opinion. M. Morozov rappelle que ce texte énumère d'autres actes, constituant des agressions indirectes, économiques et idéologiques, qui sont nettement incompatibles avec la Charte et qui doivent également être condamnés par les Nations Unies. La définition qui sera adoptée ne doit pas être limitée à une définition de l'agression armée.

37. Il semble aussi généralement admis que toute définition de l'agression devra comprendre une liste d'actes précis à considérer comme des actes d'agression, et que la guerre préventive devra être proscrite. Nombre de délégations ont contesté l'allégation du représentant des Pays-Bas, qui a suggéré que la menace de la force constituait une agression au même titre que l'emploi de la force (410ème séance). M. Morozov approuve en particulier les observations présentées à ce sujet par le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie (411ème séance). C'est pré-

cisément pour interdire ce qu'on appelle la guerre préventive, c'est-à-dire une guerre déclenchée par un Etat qui se prétend menacé, qu'il est spécifié dans le projet de résolution de l'URSS que l'Etat qui, le premier, aura commis telle ou telle action sera coupable d'agression. Le critère de l'acte initial constitue depuis longtemps un principe reconnu du droit international et est admis par l'Article 51 de la Charte. En mettant l'accent sur ce principe, le projet de résolution de l'URSS définit correctement le concept d'agression et évite l'écueil des formules abstraites, qui trop souvent reviennent simplement à dire que l'agression est l'agression.

38. Selon M. Morozov, la Commission devrait, une fois la discussion générale terminée, entreprendre immédiatement l'examen des textes dont elle est saisie. Le représentant de l'URSS propose que le projet de résolution présenté par sa délégation serve de base de discussion. Il ne fera pas perdre son temps à la Commission en répliquant aux objections auxquelles d'autres orateurs ont déjà répondu. Il remercie les représentants qui ont appuyé divers points de la proposition de l'URSS. Cette proposition est fondée sur la Charte des Nations Unies et sur les principes généralement reconnus du droit international; elle vise à la fois l'agression armée et l'agression indirecte, économique et idéologique; non seulement le texte du paragraphe 5 garantit que la liste des actes d'agression donnée dans la définition n'est pas limitative, mais encore, ce qui est plus important, il rattache la définition à toutes les dispositions de la Charte relatives à l'agression et indique que, quand le Conseil de sécurité se référera à la définition pour tenter de déterminer qui est l'agresseur, il devra agir en se conformant pleinement aux dispositions de la Charte.

La séance est levée à 18 heures.

